

Analyse socioéconomique des stratégies des jeunes face au chômage en ville de Butembo

Wilson Maka Siviholya¹ et Florent Kambasu Kasula^{2*}

Résumé

En République Démocratique du Congo, le chômage des jeunes constitue une question cruciale, particulièrement en milieu urbain où les opportunités d'emploi restent restreintes. Cet article examine les stratégies mises en œuvre par les jeunes de la ville de Butembo pour gérer la période de chômage. En partant d'une enquête réalisée auprès de 60 demandeurs d'emploi enregistrés à l'ONEM/Butembo, l'article explore les pratiques mises en œuvre, les défis auxquels ils sont confrontés et les facteurs structurels du marché du travail local.

Les résultats indiquent que la plupart de jeunes exercent des activités informelles ou alors suivent des formations professionnelles pour s'insérer dans l'emploi. D'autres s'insèrent dans l'entrepreneuriat individuel ou s'activent dans les réseaux sociaux. Parmi les principaux défis identifiés figurent la saturation du marché de l'emploi, l'insuffisance d'opportunités, l'inadéquation entre les formations et les exigences du marché, le népotisme ou clientélisme et l'instabilité économique. L'analyse recommande l'adoption d'une politique locale de l'emploi axée sur le soutien aux PME, la professionnalisation de la formation et le renforcement des mécanismes publics d'intermédiation.

Mots-clés : chômage des jeunes, stratégies d'adaptation, marché du travail, Butembo.

¹ Auditeur en troisième cycle, sciences économiques, Université Catholique du Graben

^{2*} Centre de Recherche en Économie et Développement (CRED), Faculté des Sciences Économiques et Gestion, Université Catholique du Graben, B.P. 29 Butembo, Nord-Kivu, RD Congo. Orcid : <https://orcid.org/0000-0002-5487-0410>. Auteur correspondant

Abstract

Socioeconomic Analysis of Youth Strategies in Response to Unemployment in the City of Butembo

In the Democratic Republic of Congo, youth unemployment constitutes a critical issue, particularly in urban areas where employment opportunities remain limited. This article analyzes the strategies adopted by young people in the city town of Butembo to cope with periods of unemployment. Based on a survey conducted among 60 job seekers registered with the National Employment Office (NEO) in Butembo, the study examines the practices implemented by these young people, the challenges they face, and the structural factors shaping the local labor market.

The findings reveal that most young people engage in informal economic activities or pursue vocational training as means of integrating into the labor market. Others turn to individual entrepreneurship or mobilizing social networks as alternative strategies. The main challenges identified include labor market saturation, a shortage of employment opportunities, a mismatch between educational training and labor market requirements, nepotism or clientelism, and economic instability. The analysis recommends the adoption of a local employment policy focused on supporting small and medium-sized enterprises (SSM-SE), professionalizing vocational training, and strengthening public employment intermediation mechanisms.

Keywords: youth unemployment, coping strategies, labor market, Butembo.

1. Introduction

Dans les pays d’Afrique subsaharienne, la problématique du chômage des jeunes constitue une préoccupation majeure. Dans ces pays, la proportion des jeunes demeure la plus importante en raison de 60 à 70 % de la population totale, ceux de moins de 35 ans représentant entre 75 et 80 % de la population pour toute l’Afrique (OIF, 2018). Par contre, très peu d’entre eux ont accès à l’emploi, nombreux étant sous-employés dans le secteur informel ou en chômage (PNUD, 2016). Au-delà de cette non-employabilité traduite par le taux de chômage élevé, sur le marché du travail, ils occupent parfois des emplois éphémères de très courte durée et sont confrontés aux phénomènes de « déclassément » avec des faibles salaires compte tenu du niveau de diplôme (Fondeur & Minni, 2004). Alors que plus de 12 millions de jeunes entrent chaque année sur le marché du travail sur le continent (BAD, 2016), seuls 3 millions d’emplois formels sont créés, d’où un déficit chronique d’opportunités professionnelles. Dans plusieurs pays, le chômage des jeunes

a un taux supérieur à celui des adultes et constitue l'un des principaux défis auxquels ils sont confrontés (GIZ, 2020, p. 2; OECD, 2001, p. 14).

Un constat général montre que les jeunes éprouvent d'énormes difficultés à accéder à l'emploi et, partant, à obtenir un revenu susceptible de répondre à leurs besoins primordiaux. Pour Éric Maurain (2012, p. 11), « les principales victimes du chômage et de la précarité sont les jeunes arrivant sans qualification, ou très faiblement qualifiés, sur le marché du travail. Face à la récession, leur manque de formation les expose aujourd'hui à une véritable exclusion sociale ». C'est à propos que d'autres auteurs reconnaissent que l'emploi des jeunes n'est pas un défi unidimensionnel (Filmer & Fox, 2014, p. XXI-XXII). Il touche à plusieurs aspects et mérite une approche globale et holistique.

En République Démocratique du Congo, cette problématique se manifeste de manière encore plus marquée. Le taux de chômage très élevé, avoisine plus de 80 % et affecte particulièrement les diplômés qui peinent à s'intégrer dans un tissu économique caractérisé par l'informalité et la faible industrialisation. Avec un taux d'activité très faible, un penseur, dans une dynamique de Front commun contre le chômage au Congo (FCCC), s'interroge sur la possibilité d'instaurer une journée internationale des chômeurs pour la RDC (Ba-Mweze, 2024). Nonobstant le mutisme des statistiques officielles, le chômage des jeunes et surtout des diplômés reste une réalité vivante dans la plupart de pays subsahariens et de manière particulière en République Démocratique du Congo (RDC) (Kasula, 2023). L'emploi constitue un enjeu majeur pour l'État congolais. Malheureusement, la création d'emploi n'y est pas proportionnelle par rapport à la croissance démographique.

La ville de Butembo fait face à ce phénomène de chômage des jeunes dans un contexte d'instabilité sécuritaire, de déclin des activités industrielles et d'absence de politiques publiques efficaces d'emploi. Plusieurs jeunes et surtout les nouveaux diplômés y expérimentent le chômage d'après certaines études (Kasula, 2023). Les causes étant multiples, le chômage les expose à des vulnérabilités multiples : la pauvreté, la délinquance (l'alcoolisme, la drogue et la criminalité), les activités illicites, les migrations forcées ou l'engagement dans des groupes armés, aggravant ainsi l'instabilité régionale.

Dans ce contexte, la présente étude tente de comprendre les mécanismes que les jeunes en chômage en ville de Butembo mettent en place pour faire

face à la situation de chômage. Une interrogation centrale s'impose : Comment les jeunes de Butembo parviennent-ils à s'adapter ou à survivre dans un marché du travail aussi contraint ? Dans son développement, elle présente d'un côté les stratégies mises en place par les jeunes pour faire face au chômage. De l'autre, elle analyse les obstacles structurels et socio-économiques entravant leur insertion professionnelle. Ainsi, contribue-t-elle à la littérature sur les pratiques d'adaptation au chômage en contexte africain urbain, encore peu explorée pour le cas de Butembo.

2. Matériels et méthodes

2.1. Milieu d'étude

Les données de la présente étude ont été récoltées en ville de Butembo. Subdivisée en quatre commune, elle est située à l'Est de la République Démocratique du Congo, dans la Province du Nord-Kivu. Cette ville est reconnue pour son caractère commercial qui constitue sa principale activité. Zone à vocation agropastorale, outre le commerce, la majorité de la population pratique l'agriculture de subsistance, soit en milieu urbain soit périurbain. Avec une population majoritairement jeune, les dynamiques entrepreneuriales dans plusieurs secteurs y sont très visibles. Le commerce y est tellement prospère qu'il va de très petites unités informelles au commerce d'exportation et d'importation.

2.2. Collectes des données et composition de l'échantillon

Les données ont été recueillies auprès des jeunes demandeurs d'emploi inscrits au registre de l'Office National de l'Emploi de Butembo (ONEM/Butembo) au cours du trimestre allant du début du mois de juin à la fin du mois d'août de l'année 2024. Du nombre total de 149 individus, un échantillon de 60 jeunes a été retenu en utilisant la formule de Solvin, $n = \frac{N}{1 + (N \cdot e^2)}$. Il a été calculé à un niveau de confiance de 90 %, avec une marge d'erreur de 10 % soit 0,1. Pour retenir les 60 individus, le principal critère d'exclusion a été la tranche d'âge considérée, comprise entre 18 et 35 ans. De ceux-ci, 61,7 % sont de genre masculin contre 38,3 % de genre féminin.

À partir de la base des données de l'ONEM, des entretiens semi-directifs ont été organisés avec les personnes retenues grâce à un questionnaire structuré à cinq parties : l'identité de l'enquêté, son expérience par rapport au chômage, les stratégies pour faire face au chômage, les difficultés rencontrées et les recommandations.

Le tableau 1 présente quelques caractéristiques sociodémographiques des enquêtés.

Tableau 1. Profil sociodémographique des participants (n=60)

Variable	Modalités	Féminin (%)	Masculin (%)	Total (%)
Tranche d'âge				
	18–25 ans	13,3 %	20,0 %	33,3 %
	26–30 ans	16,7 %	30,0 %	46,7 %
	31–35 ans	8,3 %	11,7 %	20,0 %
Niveau d'études				
	Secondaire	11,7 %	33,3 %	45,0 %
	Graduat	15,0 %	15,0 %	30,0 %
	Licence	11,7 %	13,3 %	25,0 %
Filières d'études				
	Nutrition	8,3 %	5,0 %	13,3 %
	Comptabilité	3,3 %	8,3 %	11,7 %
	Math Physique	5,0 %	6,7 %	11,7 %
	Agrovétérinaire	-	10,0 %	10,0 %
	Économie	3,3 %	5,0 %	8,3 %
	Informatique de Gestion	5,0 %	3,3 %	8,3 %
	Pédagogie Générale	5,0 %	3,3 %	8,3 %
	Développement Rural	1,7 %	3,3 %	5,0 %
	Secrétariat et Administration	3,3 %	1,7 %	5,0 %
	Psychologie Clinique	3,3 %	1,7 %	5,0 %
	Architecture	-	3,3 %	3,3 %
	Médecine Humaine	-	3,3 %	3,3 %
	Topométrie et Aménagement	-	1,7 %	1,7 %
	Eaux et Forêts	-	1,7 %	1,7 %
	Droit Économique	-	1,7 %	1,7 %
	Chimie et Industrie Agricole	-	1,7 %	1,7 %
Durée de chômage				
	Moins d'1 an	8,3 %	8,3 %	16,7 %
	1 an	10,0 %	10,0 %	20,0 %
	2 ans	10,0 %	16,7 %	26,7 %
	3 ans	5,0 %	11,7 %	16,7 %
	4 ans	3,3 %	10,0 %	13,3 %
	5 ans	1,7 %	5,0 %	6,7 %
Total		38,3 %	61,7 %	100 %

Source : Enquêtes de terrain

2.3. Approche méthodologique et traitement des données

La démarche adoptée par cette étude est inductive. Elle permet de remonter des observations collectées sur le terrain vers une compréhension générale des mécanismes d'adaptation au chômage. Partant d'une analyse documentaire des données de l'ONEM, cette étude fait recours également à la méthode analytique dans la décomposition et l'interprétation systématique des données. Les fréquences relatives ont été préférées à celles absolues pour obtenir plus facilement les tendances.

3. Résultats

3.1 Stratégies d'adaptation au chômage

Pour faire face au chômage, les jeunes développent plusieurs stratégies dont la recherche d'emploi dans le secteur informel (70 %), la mise en place des activités entrepreneuriales (33 %), l'utilisation des médias sociaux (55 %), la participation à des formations ou des ateliers d'amélioration des compétences (45 %). Les données explicatives sont présentées dans les tableaux ci-dessous.

3.1.1 Le secteur informel comme première stratégie

Par manque d'emploi formel, le secteur informel constitue la première stratégie de survie pour près de 70 % des enquêtés. Il regroupe le petit commerce, le transport (taxi-moto), la vente ambulante, les travaux journaliers, les activités agricoles péri-urbaines et les services domestiques.

Tableau 2. Le travail dans le secteur informel

Activités	Féminin	Masculin	Total
Petit commerce	5 (11,9 %)	9 (21,4 %)	14 (33,3 %)
Transport (taxi-moto)	-	10 (23,8 %)	10 (23,8 %)
Vente ambulante	2 (4,8 %)	2 (4,8 %)	4 (9,5 %)
Travaux journaliers	1 (2,4 %)	5 (11,9 %)	6 (14,3 %)
Activités agricoles péri-urbaines	1 (2,4 %)	3 (7,1 %)	4 (9,5 %)
Services domestiques	2 (5 %)	2 (4,8 %)	4 (9,5 %)
Total	11 (26,2 %)	31 (73,8 %)	42 (100 %)

Source : Enquêtes de terrain

3.1.2 Recours à la formation professionnelle

Face à la situation de chômage, 27 personnes soit 45 % des jeunes investissent dans des formations professionnelles de courte durée en vue de renforcer leurs capacités, surtout en informatique, esthétique et coiffure, mécanique moto, transformation agroalimentaire. Par contre, d'autres se

donnent aux stages de perfectionnement dans les entreprises. Cette démarche vise à améliorer leur employabilité face à un marché exigeant mais peu structuré.

Tableau 12. Le recours à la formation professionnelle

Domaine de formation	Féminin	Masculin	Total
Informatique	3 (11,1 %)	5 (18,5 %)	8 (29,6 %)
Esthétique et coiffure	4 (14,8 %)	2 (7,4 %)	6 (22,2 %)
Mécanique moto	-	4 (14,8 %)	4 (14,8 %)
Transformation agroalimentaire	3 (11,1 %)	1 (3,7 %)	4 (14,8 %)
Stages de perfectionnement	2 (7,4 %)	3 (11,1 %)	5 (18,5 %)
Total	12 (44,4 %)	15 (55,6 %)	27 (100 %)

Source : Enquêtes de terrain

3.1.3. Initiatives entrepreneuriales individuelles

Des jeunes en chômage enquêtés, 33 % tentent de créer de petites activités entrepreneuriales en installant des salons de coiffure, des ateliers de réparation, restauration rapide, boutiques de détail. Ces initiatives sont motivées par l'absence d'emplois salariés.

Tableau 4. Le recours à l'entrepreneuriat individuel

Domaine d'entrepreneuriat	Féminin	Masculin	Total
Salons de coiffure	4 (20,0 %)	2 (10,0 %)	6 (30,0 %)
Ateliers de réparation	-	6 (30,0 %)	6 (30,0 %)
Restauration rapide	3 (15,0 %)	1 (5,0 %)	4 (20,0 %)
Boutiques de détails	2 (10,0 %)	2 (10,0 %)	4 (20,0 %)
	9 (45,0 %)	11 (55,0 %)	20 (100,0 %)

Source : Enquêtes de terrain

3.1.4. Mobilisation des réseaux sociaux et communautaires pour la recherche d'emploi

Dans les stratégies de recherche d'emploi, 55 % déclarent s'appuyer sur des relations familiales, les réseaux religieux et politiques, les groupes WhatsApp, les anciens camarades.

Tableau 5. L'utilisation des réseaux sociaux

Réseaux mobilisés	Féminin	Masculin	Total
Relations familiales	4 (12,1 %)	10 (30,3 %)	14 (42,4 %)
Réseaux religieux et politiques	6 (18,1 %)	4 (12,1 %)	10 (30,3 %)
Groupes WhatsApp	2 (6,1 %)	5 (15,2 %)	7 (21,3 %)
Réseaux anciens camarades	1 (3,0 %)	1 (3,0 %)	2 (6,0 %)
Total	13 (39,4 %)	20 (60,6 %)	33 (100,0 %)

Source : Enquêtes de terrain

3.2 Difficultés rencontrées par les jeunes et perspectives

La recherche d'un emploi est confrontée souvent à plusieurs défis qui peuvent varier selon les contextes et les circonstances. Ainsi, d'un côté se trouvent les facteurs explicatifs du chômage mais de l'autre, les principaux obstacles.

3.2.1. Facteurs ayant contribué à la situation de chômage

Plusieurs facteurs peuvent expliquer le niveau de chômage des jeunes. La présente étude a relevé certains qui sont résumés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 6. Facteurs ayant contribué à la situation de chômage

Facteurs ayant contribué à la situation de chômage	Féminin	Masculin	Total %
Manque d'opportunités	33 %	42 %	75 %
Niveau éducationnel insuffisant	24 %	27 %	61 %
Manque d'expérience professionnelle	31 %	39 %	70 %
Discrimination	23 %	24 %	47 %
Réseau social limité	22 %	25 %	47 %
Total	38 %	62 %	100 %

Source : Enquêtes de terrain

3.2.2. Les principaux obstacles à la recherche de l'emploi

Bien que certains paraissent universels, de manière générale, les principaux défis sont liés à la saturation du marché de l'emploi, au manque des ressources ou moyens liés à la recherche d'emploi et tant d'autres.

Tableau 7. Obstacles des jeunes à la recherche de l'emploi

Obstacles	Féminin	Masculin	Total
Marché saturé	18 (30 %)	30 (50 %)	48 (80 %)
Manque d'expérience	15 (25 %)	24 (40 %)	39 (65 %)
Favoritisme/Népotisme	11 (18 %)	19 (32 %)	30 (50 %)
Insécurité	13 (22 %)	20 (33 %)	33 (55 %)
Inadéquation formation-emploi	11 (18 %)	18 (30 %)	29 (48 %)
Absence de capital	14 (23 %)	22 (37 %)	36 (60 %)
Total	23 (38 %)	37 (62 %)	60 (100 %)

Source : Enquêtes de terrain

3.2.3. Les interventions pour la promotion de l'emploi des jeunes

Face aux difficultés d'accès à l'emploi, les jeunes ont formulé quelques orientations en vue de promouvoir l'emploi des jeunes non seulement à Butembo mais à travers toute la République.

Tableau 8. Actions pour promouvoir l'emploi des jeunes

Politiques et interventions	Féminin	Masculin	Pourcentage
Promotion de l'entrepreneuriat	20 (33 %)	28 (47 %)	48 (80 %)
Formation professionnelle	12 (20 %)	18 (30 %)	30 (50 %)
Allègements fiscaux	14 (23 %)	22 (37 %)	36 (60 %)
Promotion des PME	15 (25 %)	26 (43 %)	41 (68 %)
TOTAL	23 (38 %)	37 (62 %)	60 (100 %)

Source : Enquêtes de terrain

4. Discussion

Stratégies d'adaptation au chômage

Les résultats présentés dans les tableaux ci-dessus montrent que, pour faire face au chômage, les jeunes de Butembo adoptent principalement des stratégies individuelles, notamment le recours au secteur informel (70 %), la formation professionnelle (45 %), l'entrepreneuriat de survie (33 %) et l'appui sur les réseaux sociaux et familiaux (55 %). Ces résultats corroborent les stratégies présentées par Tabu (2016, p. 247) en ville de Lubumbashi lorsqu'il reconnaît que parmi les stratégies auxquelles recourent les diplômés pour s'insérer dans le monde professionnel figure la parenté ethnique, la surqualification à l'emploi, le recours à l'autorité coutumière, l'adhésion aux sociétés secrètes et la manipulation des sociabilités amicales.

Ces mécanismes traduisent une économie locale faiblement structurée où le marché du travail formel absorbe très peu la main-d'œuvre, surtout juvénile. Non seulement, ces résultats corroborent les études de l'OIT (2022) et de la BAD (2016) sur le chômage des jeunes en Afrique, mais aussi, elles montrent combien le secteur informel reste le principal pourvoyeur d'emploi en résorbant le grand nombre des jeunes exclus du monde professionnel. En RDC, d'après les données de l'enquête 1-2-3 de l'Institut National de la Statistique en 2012, sur l'ensemble d'emplois recensés, 88,6 % sont du secteur informel (Kuwekita, 2016). Dans ce pays, par rapport à l'emploi, la débrouillardise semble caractériser tous les secteurs socio-économiques (Tabu, 2016).

À la question de l'inadéquation entre la formation et l'emploi, les jeunes recourent aux formations professionnelles. En Afrique, d'après Kasula (2025, p. 469-470), celles-ci, loin d'être une seconde chance pour les analphabètes et non-instruits, constituent une porte d'accès à l'emploi même pour les ressortissants du système éducatif. La préoccupation reste alors de savoir s'il existe dans le milieu des centres spécialisés pour assurer une formation professionnelle de qualité. À la limite, lorsqu'ils ne peuvent pas accéder à l'emploi formel, l'entrepreneuriat constitue la principale porte d'entrée sur le marché du travail (Kasula, 2023; Kasula et al., 2025). L'entrepreneuriat, selon l'OCDE (2018), représente un indicateur « de la croissance durable et solidaire » et un « fort potentiel de création d'emplois » d'une économie. Il figure parmi les moyens durables pour parvenir à une croissance durable et inclusive. Outil d'insertion sociale et professionnelle par la création d'emplois, l'entrepreneuriat des jeunes influence donc la croissance économique et se présente ainsi comme le vrai antidote au chômage (Campy, 2014; Cyriaque, 2018).

Pour obtenir les différentes opportunités d'emploi, les jeunes s'appuient davantage sur les réseaux amicaux ou familiaux que sur les mécanismes institutionnels dont l'ONEM, jugés peu efficaces. Ce qui confirme les propos de Kuwekita (2016) qui reconnaît, d'après l'enquête 1-2-3 de l'Institut National de la Statistique, trois canaux d'accès à l'emploi en RDC : (i) les réseaux familiaux, (ii) les autres réseaux et (iii) l'ONEM. D'après cette source, 79,9 % d'emplois sont obtenus via les réseaux familiaux (principalement par des relations familiales et politiques), 24,4 % par d'autres réseaux (notamment les amis et connaissances) et seulement 0,7 % par l'ONEM.

Difficultés et perspectives

La saturation du marché (80 %), l'absence de capital (60 %) et le manque d'expérience (65 %) apparaissent comme les obstacles majeurs à l'insertion professionnelle. Face à un marché d'emploi saturé, les jeunes sont confrontés à un marché où les opportunités sont très limitées, les entreprises locales sont peu nombreuses et le secteur public recrute rarement. Face au favoritisme et au clientélisme, plusieurs enquêtés dénoncent le népotisme, les recrutements par relations, la corruption dans certains secteurs dans les systèmes de recrutement. Si certains recruteurs ne trompent pas les demandeurs d'emploi, ils monnayent parfois l'accès à l'information de l'offre d'emploi, en exigeant

parfois des « opérations retour ou circuit pourcentage » sur le salaire, une fois recruté (Tabu, 2016). À la limite, les appartenances politiques et religieuses y jouent un grand rôle dans une sorte de clientélisme de l'emploi. Pour s'insérer professionnellement, reconnaît Rubbers (2003, p. 145), la connaissance d'une personne susceptible d'introduire le candidat auprès du recruteur constitue un grand atout, la plupart d'employeurs recourant aux relations de proximité dans les réseaux sociaux de leurs agents.

Quant au manque d'expérience et à l'inadéquation entre la formation et l'emploi, les employeurs exigent souvent des compétences techniques non enseignées dans les cursus scolaires ou académiques, une expérience professionnelle préalable, d'au moins cinq ans, étant difficile à obtenir pour un jeune diplômé. Ce qui explique les difficultés d'insertion professionnelle des jeunes car, à la sortie du système éducatif, soit il leur manque de l'expérience professionnelle, soit leur formation est globalement insuffisante pour acquérir les compétences requises par les employeurs (Fondeur & Minni, 2004). Plusieurs diplômés d'universités n'ont que leurs études comme seule expérience professionnelle. Étudiant sans aucun projet professionnel et personnel, la majorité des jeunes diplômés ignore ce qu'ils feront après leurs études et attendent l'obtention d'un diplôme d'université pour déterminer leur profil et leurs perspectives professionnelles sur le marché de l'emploi (Kasula, 2025).

L'instabilité régionale qui se manifeste par l'insécurité et la volatilité économique réduit les possibilités d'investissements locaux et fragilise le tissu entrepreneurial. D'après Hakizimana et al. (2024), une relation unidirectionnelle semble s'établir entre le chômage et l'instabilité politique. D'une part, le chômage est un lubrifiant de l'instabilité politique et, d'autre part, le chômage est une conséquence marginale de l'instabilité politique. L'absence d'investisseurs pouvant installer des industries accentue le chômage des jeunes qui constituent une main-d'œuvre potentielle et sûre.

En vue de promouvoir l'emploi des jeunes, ces derniers expriment une préférence pour des politiques de promotion de l'entrepreneuriat (80 %), la promotion des Petites et Moyennes Entreprises (PME) (68 %) et des allègements fiscaux (60 %), signe d'une attente forte envers un État facilitateur. Il s'agit d'élaborer des politiques publiques liées à la croissance économique et à l'emploi pour rompre le cercle vicieux du chômage, emplois précaires et instabilité politique et manque d'investissements, car la

promotion de l'entrepreneuriat facilitera l'accès à l'emploi, surtout des jeunes. Ces différentes mesures rejoignent celles proposées par Akpa (2019). D'après lui, pour promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes face aux obstacles liés à leur activité, il importe aux décideurs de mettre en place des politiques pouvant renforcer l'entrepreneuriat des jeunes et un fond pour les accompagner. Il s'agit aussi d'éduquer la société et notamment les parents à la culture entrepreneuriale, de réduire les formalités administratives de création d'entreprises et d'informer les jeunes sur toutes les formalités à remplir et l'existence des programmes publics d'amélioration de la productivité de leurs entreprises. Tout en notant l'absence d'un programme d'emploi dédié à l'insertion professionnelle des jeunes, il est de ceux que Souissi (2024) considère des « programmes *parking* mal adaptés » à la situation des jeunes (Aucouturier et al., 2001) ou encore de programmes d'emploi à *effet douteux*, voire de désinsertion professionnelle. Programmes d'insertion aux effets pervers, ils se transforment plus en programmes d'emplois vulnérables au lieu de résorber le chômage des jeunes.

Les difficultés observées montrent que le chômage à Butembo n'est pas seulement conjoncturel, mais aussi structurel. Il résulte d'un tissu économique fragile, d'une industrialisation faible, d'une démographie jeune et d'une absence de politiques publiques solides d'emploi. Aussi, tout en explicitant la manière dont les jeunes font face au chômage à travers les stratégies, les obstacles et les facteurs structurels, cette étude présente une vision intégrée des dynamiques locales d'insertion professionnelle. Toutefois, ses conclusions présentent quelques limites. L'échantillon limité de 60 jeunes inscrits à l'ONEM ne tient pas compte d'une proportion significative de jeunes chômeurs non enregistrés et peut entraîner un biais de sélection. Par ailleurs, les données, principalement de nature déclarative, sont susceptibles d'être affectées par les biais de désirabilité sociale et ne permettent pas de vérifier la durabilité des stratégies mises en œuvre. Avec un caractère transversal, l'étude ne retrace pas l'évolution des trajectoires professionnelles dans le temps. Enfin, une comparaison des résultats de Butembo avec ceux des autres villes de la RDC aurait présenté un intérêt pertinent.

5. Conclusion et recommandations

Les résultats de la présente recherche révèlent que les jeunes chômeurs de Butembo développent diverses stratégies d'adaptation. Les plus importantes

retiennent le travail informel, la formation professionnelle, la création des initiatives d'entrepreneuriat et la mobilisation des réseaux sociaux. Mais ces actions demeurent insuffisantes face aux problèmes structurels du marché du travail local, notamment la saturation, les discriminations à l'embauche, le manque d'opportunités et l'inadéquation entre la formation et l'emploi.

Pour améliorer la situation de l'emploi des jeunes, certaines actions pourraient être envisagées. Elles concernent le renforcement de l'accompagnement entrepreneurial des jeunes, à travers la création d'incubateurs, l'accès au microcrédit, l'accompagnement technique ou la formation en gestion, etc. Également, faudrait-il moderniser l'ONEM en développant une base de données actualisée d'emplois disponibles en vue d'une orientation et d'un coaching professionnel. Une autre mesure consiste à adapter les programmes de formation professionnelle aux besoins du marché local. Il s'agit de professionnaliser les filières de formation locales par l'intégration des compétences pratiques et de valoriser les partenariats écoles-entreprises. De même, il faudrait stimuler les PME locales par des exemptions fiscales, des facilités d'accès au crédit et un accompagnement à l'exportation. Enfin, la sécurisation de l'environnement économique permettrait d'encourager l'investissement, dans la mesure où le climat sécuritaire et économique constituent une condition essentielle pour attirer l'investissement. Une politique intégrée de l'emploi, basée sur les réalités locales, apparaît indispensable pour réduire durablement le chômage des jeunes en ville de Butembo.

Bibliographie

- Akpa, A. F. (2019). La jeunesse africaine face à l'entrepreneuriat : Enjeux et défis. *Preprint*. https://www.researchgate.net/profile/Armand-Akpa/publication/335146553_La_jeunesse_africaine_face_a_l'entrepreneuriat_enjeux_et_defis/links/5d52bfdba6fdcc85f88ee8e2/La-jeunesse-africaine-face-a-l'entrepreneuriat-enjeux-et-defis.pdf
- Aucouturier, A.-L., Gautie, J., Langouët, G., & Charbonnel, P. (2001). Les programmes d'aide à l'insertion des jeunes. *Éducation et sociétés*, 7, 131-149.
- BAD. (2016). *Stratégie du Groupe de la Banque pour l'emploi des Jeunes en Afrique 2016 – 2025* [Text]. Groupe de la Banque Africaine pour le Développement.

- <https://www.afdb.org/fr/documents/document/bank-group-strategy-for-jobs-for-youth-in-africa-2016-2025-89238>
- Ba-Mweze, J.-N. (2024, novembre 4). *Faut-il instaurer une journée internationale des chômeurs ?* – DW – 04/11/2024. dw.com. <https://www.dw.com/fr/journ%C3%A9e-internationale-des-ch%C3%B4meurs/a-70687548>
- Campy, C. (2014). L'entrepreneuriat : Antidote au chômage des jeunes ? *Cahiers de l'action*, N° 41(1), 19-27. Cairn.info. <https://doi.org/10.3917/cact.041.0019>
- Cyriaque, E. (2018). Les obstacles à la formalisation des entreprises des jeunes dans 3 pays de l'Afrique de l'Ouest (Bénin, Sénégal, Guinée). *Disponible sur: https://www.bcpafrique.org/sites/default/files/publications/bcpa-etude-cnv-obstacles-formalisation.pdf.*
- Filmer, D., & Fox, L. (2014). Youth Employment in Sub-Saharan Africa [L'emploi des jeunes en Afrique subsaharienne-Rapport complet]. *World Bank Publications.*
- Fondeur, Y., & Minni, C. (2004). L'emploi des jeunes au coeur des dynamiques du marché du travail. *Economie et Statistique*, 378(1), 85-104. <https://doi.org/10.3406/estat.2004.7226>
- GIZ. (2020). *Promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes en Afrique.* Union Africaine.
- Hakizimana, J., Ngakala Akylangongo, O. E., & Ndinga, M. M. A. (2024). Instabilité politique et chômage en Afrique subsaharienne. *Revue Gouvernance*, 21(1), 1-25. <https://doi.org/10.7202/1114972ar>
- Kahola Tabu, O. (2016). L'accès à l'emploi à Lubumbashi: *Autrepart*, N° 74-75(2), 241-258. <https://doi.org/10.3917/autr.074.0241>
- Kambasu Kasula, F. (2023). Chômage et accès au premier emploi des jeunes diplômés d'universités : Points de vue d'anciens universitaires. *International Journal of Social Sciences and Scientific Studies*, 3(1), Article 1. <https://ijssass.com/index.php/ijssass/article/view/153>.
- Kambasu Kasula, F. (2025). *Apprentissage professionnel des métiers du bâtiment et développement local dans la région de Butembo en R.D.C : Une approche par les théories de l'investissement en capital humain.* L'Harmattan Edition Diffusion.

- Kambasu Kasula, F., Kiwele Kimbele, & Mulongo Ndala, E. (2025). Initiatives entrepreneuriales des jeunes à Kalemie, Province du Tanganyika – RD Congo. Profil sociodémographique, expérience entrepreneuriale et perspectives de développement. *Revue Internationale De La Recherche Scientifique (Revue-IRS)*, 3(6), 6680-6701. <https://doi.org/10.5281/ZENODO.17687828>
- Kasula, F. K. (2025). Professionnalisation et employabilité des jeunes diplômés universitaires : Un plaidoyer pour le projet professionnel et personnel de l'étudiant. *Parcours et Initiatives : Revue interdisciplinaire du Graben (PIRIG), Spécial*, 201-240. <https://doi.org/10.57988/crig-2086>
- Manzambi Kuwekita, J. (2016). Construire l'avenir de la République Démocratique du Congo par le travail décent. *Radio Okapi*. <https://orbi.uliege.be/handle/2268/201147>
- Maurin, É. (2012). À quoi sert l'école ? : *Regards croisés sur l'économie*, n° 12(2), 11-24. <https://doi.org/10.3917/rce.012.0011>
- OCDE. (2018). *Panorama de l'entrepreneuriat 2017*. OECD Publishing Éditions OCDE. https://doi.org/10.1787/entrepreneur_aag-2017-fr
- OECD. (2001). *Encourager les jeunes à entreprendre Les défis politiques*. OECD Publishing.
- OIF. (2018). *Rapport sur la situation des jeunes de l'espace francophone—2018*. l'Organisation internationale de la Francophonie.
- OIT. (2022). *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2022 : Investir dans la transformation de l'avenir des jeunes*. International Labour Organization. <https://www.ilo.org/fr/publications/tendances-mondiales-de-lemploi-des-jeunes-2022-investir-dans-la>
- PNUD. (2016). *Rapport sur le développement humain en Afrique 2016. Accélérer les progrès en faveur de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes en Afrique*. Programme des Nations Unies pour le développement - Bureau régional pour l'Afrique.
- Rubbers, B. (2003). *Devenir médecin en République démocratique du Congo : La trajectoire socioprofessionnelle des diplômés en médecine de l'Université de Lubumbashi*. L'Harmattan. <https://www.torrossa.com/it/resources/an/5092453>

Souissi, S. (2024). Les mesures d'insertion professionnelle des jeunes en Tunisie : Au carrefour de la désillusion. *Revue de droit comparé du travail et de la sécurité sociale*, 3, 118-133. <https://doi.org/10.4000/12f0u>